



Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transports et Mobilité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Roger CAIZERGUES, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Caroline NAVARRE, Jean-Luc SAVY, Rabii YOUSSEUS

Transports et Mobilité - Installation de bornes automatiques autour du Parc Grammont à Montpellier - Convention entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de sa compétence Tranquillité publique, la Ville de Montpellier souhaite sécuriser le parc Grammont par l'installation de bornes rétractables électriques à l'emplacement de l'entrée principale ainsi qu'au niveau de l'entrée complexe funéraire. La mission d'installation des systèmes de fermetures automatiques est assurée par Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de sa compétence Transports et Mobilité. Dans un souci d'efficacité, la Ville et la Métropole ont décidé de se rapprocher afin de confier conventionnellement la maîtrise d'ouvrage des travaux d'installation des bornes à la Métropole.

L'installation de ces bornes contribuera ainsi à éviter des intrusions régulières mais aussi à protéger le site en tant que lieu d'accueil de grands événements. Les deux sites où seront déployés ces bornes (à savoir l'entrée principale et l'entrée du complexe funéraire) seront surveillés par caméras vidéos au niveau du Centre de surveillance Urbaine (CSU) et seront actionnables à distance par les opérateurs lorsque nécessaire. Des mesures d'accompagnements sont également prévues dans ce programme pour améliorer sa protection (notamment : élargissement de fossés, reconstitution de clôture, fermeture d'un accès pompier inutilisé au Zénith, reconfiguration de l'accès rue des Marels, etc.).

Etablie sur le fondement des dispositions de l'article L2422-12 du code de la commande publique qui permet, lorsque la réalisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage à ces derniers de désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération, la présente convention a pour objet :

- de désigner la Métropole comme maître d'ouvrage unique pour l'exécution des travaux,
- de définir les conditions de prise en charge financière de ces travaux.

L'ensemble de ces travaux (fourniture et pose des bornes, modification des équipements, déplacement de l'éclairage public, installation de la vidéosurveillance, reprise des enrobés au droit du carrefour, etc.) est réalisé par Montpellier Méditerranée Métropole.

Les travaux sont estimés à 862 133€ TTC. La Ville prendra en charge 250 000 € HT, soit 300 000 € TTC. La Métropole prendra en charge 468 444,17 € HT, soit 562 133 € TTC.

En conclusion, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier,
- dire que les crédits seront inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20190723-91753-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Présentation Sécurisation Domaine de Grammont (version mail).pdf
- Convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.